

Coronavirus: Macron ordonne la fermeture des crèches, écoles et universités de France

Paris, 12 mars 2020 (AFP) -

Emmanuel Macron a ordonné la fermeture à partir de lundi, et "jusqu'à nouvel ordre", des crèches, des établissements scolaires et universités pour freiner la propagation du nouveau coronavirus, qui a tué 61 personnes et en a contaminé près de 3.000.

Le chef de l'Etat en a appelé jeudi soir à "la responsabilité" et demandé "à tous les Français" de limiter "au strict nécessaire" leurs déplacements, en privilégiant le télétravail, mais a maintenu les élections municipales dont le premier tour est prévu dimanche.

Pour le président, l'épidémie de coronavirus "qui affecte tous les continents et frappe tous les pays européens est la plus grave crise sanitaire qu'ait connue la France depuis un siècle".

Selon le dernier bilan communiqué par le ministère de la Santé juste avant l'allocution présidentielle, 61 personnes sont décédées et 2.876 ont été contaminées - soit près de 600 de plus en 24 heures - dont 129 cas graves ont été placés en réanimation.

Par précaution, le gouvernement a demandé la "déprogrammation immédiate des interventions chirurgicales non urgentes" afin de libérer des lits de réanimation, en salles de réveil et du personnel qualifié.

Ces mesures correspondent au stade 2 du "plan blanc" des hôpitaux.

Dans la matinée, le Premier ministre, entouré de cinq ministres dont ceux de la Santé et de l'Intérieur, a reçu les présidents des Assemblées et des groupes parlementaires, ainsi que les chefs de partis et les présidents des associations d'élus. A leur sortie, les responsables de l'opposition ont réclamé des mesures sociales et économiques.

Mercredi soir, Jérôme Salomon avait prévenu que le virus circule "de plus en plus activement dans des territoires de plus en plus nombreux". Le dernier comptage fait état de 2.876 cas, dont 129 en réanimation 61 décès - soit 13 de plus en 24 heures et près de 600 nouvelles contaminations.

L'urgence sanitaire se double d'une alerte économique: débâcle historique sur les places boursières dans le monde, notamment à Paris qui a connu la plus forte chute de son histoire, clôturant à -12,3% et Milan en baisse de 16,9 %, sa pire séance depuis la création de l'indice vedette FTSE Mib en 1998.

- "se préparer" -

Cette accélération trahit les nombreuses incertitudes qui subsistent face à l'évolution de ce virus encore mal connu. En Italie, la péninsule a franchi la barre des mille morts.

Le Pr Eric Caumes, chef du service des maladies infectieuses à la Salpêtrière, a mis en garde contre une évolution similaire en France: "Les (services de) réanimation se remplissent de manière extrêmement rapide (...) je vois ce qui se passe dans mon hôpital et c'est la même chose à Strasbourg, à Vannes... on sait qu'on en n'est qu'au début" a-t-il prévenu sur LCI mercredi soir.

Le ministre de la Santé a assuré en retour que toute la stratégie du gouvernement consistait depuis le début à "préparer les hôpitaux pour éviter que (la situation) soient trop tendue": "Aucun signal de saturation d'un service de réanimation n'a été enregistré dans un hôpital français" a-t-il affirmé.

En plus des foyers déjà identifiés notamment dans le Morbihan, le Haut Rhin, l'Oise ou la Corse, un nouveau point de contamination a été détecté dans l'agglomération de Montpellier. Crèches et établissements scolaires de 16 communes de l'est de la ville étaient fermés et les rassemblements non essentiels de plus de 50 personnes également interdits.

A Paris, la faculté de Tolbiac, fréquentée par 10.000 étudiants et personnels, a été fermée jeudi matin après qu'un enseignant a été testé positif.

Huit députés ont été déclarés positifs, dont le chef de file du groupe communiste à l'Assemblée, André Chassaigne.

- Mesures de chômage partiel-

La propagation rapide du virus laisse présager un passage à la vitesse supérieure, comme l'a indiqué le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui parle désormais de "pandémie". Avec ses conséquences économiques et sociales.

En France, après deux heures d'échanges avec le Premier ministre, les chefs de partis, chefs des groupes parlementaires et présidents des deux chambres, ont réclamé un "bouclier anti crise" pour permettre aux entreprises et aux salariés de faire face.

Déjà 3.600 entreprises ont demandé à bénéficier de mesures de chômage partiel pour environ 60.000 salariés, selon la ministre du Travail Muriel Pénicaud. Le tourisme, la restauration, l'événementiel et les transports sont particulièrement touchés.

L'Olympia, après bien d'autres, a annoncé jeudi sa fermeture jusqu'au 15 avril en raison de l'interdiction des rassemblements de plus de 1.000 personnes. Et Iggy Pop a reporté sa tournée la France d'avril à Septembre .

La décision de Donald Trump, qui a suspendu pour trente jours tous les voyages depuis l'Europe vers les Etats-Unis à partir de vendredi, a contribué à dramatiser le contexte global avec de lourdes conséquences, notamment pour le transport et le tourisme.

bur-ach/ial/rhl

Afp le 12 mars 20 à 20 24.